

PUBLICATION DU RAPPORT MONDIAL 2009 SUR LA CORRUPTION

Actions en faveur d'une intégrité durable des entreprises

(3^e partie et fin)

Le Rapport mondial sur la corruption 2009 traduit les nombreuses données collectées sur la corruption dans le secteur privé en un certain nombre de propositions et d'orientations concrètes. Ces dernières se situent à trois niveaux : les entreprises, les autorités et les organismes de réglementation et la société civile.

La lutte contre la corruption dans le secteur privé à l'échelle mondiale nécessite une approche mondiale, qui implique une coopération transfrontalière entre les organismes de lutte contre la corruption, les autorités de la concurrence et fiscales, et les organismes de réglementation des marchés financiers.

Comportement citoyen des entreprises

Les entreprises ont accompli de réels progrès dans la communication publique de leurs activités en matière de responsabilité d'entreprise et de leurs performances environnementales. Des efforts équivalents doivent être menés dans la communication d'autres éléments tout aussi importants du comportement citoyen des entreprises : leurs activités de lutte contre la corruption et de conformité, en tant que mécanismes de protection de base contre le manquement aux dispositions législatives et réglementaires ; leurs activités de lobbying et de financement politique, afin que leurs investisseurs, leurs salariés, leurs clients et le grand public soient informés de la façon dont certaines des plus puissantes entreprises de leur pays définissent leurs intérêts politiques et se font entendre dans l'arène démocratique ; leurs revenus et les paiements versés aux autorités de chaque pays dans lesquels elles évoluent, afin que les collectivités locales aient pleinement conscience de la façon dont les entreprises contribuent au bien public, et dont elles en tirent profit.

Rendez chaque engagement exécutoire, vérifiable et accessible aux contrôles de conformité. Les mesures de surveillance et de vérification indépendantes de la conformité aux divers codes et engagements, auxquelles un nombre croissant d'entreprises se soumettent pour renforcer leur intégrité, sont essentielles, tant en termes d'optimisation de l'efficacité que de crédibilité vis-à-vis du public. À cet égard, les entreprises les plus performantes ont la possibilité de donner l'exemple et de transformer leurs promesses en résultats crédibles.

N'agissez pas de façon isolée et, si possible, apportez votre soutien aux normes et aux cadres d'action collective existants. Un engagement croissant vis-à-vis des obligations de

divulgaration et d'établissement de rapports peut rapidement se traduire par une cacophonie de flux d'informations individuelles difficiles à rassembler, à comparer et à comprendre pour les investisseurs et le grand public. Pour que la divulgation d'informations se traduise par une réelle transparence, l'entreprise doit adopter, soutenir et participer activement au développement de normes associées. Par ailleurs, les entreprises doivent rejoindre et promouvoir activement les cadres d'action collective en matière d'intégrité d'entreprise, qui existent dans de multiples domaines, depuis le processus de soumission d'offre individuelle jusqu'à l'intégrité de la chaîne logistique, ainsi que les mesures engageant de multiples parties prenantes dans des domaines de développement fondamentaux comme les industries extractives, la santé ou le bâtiment.

A l'attention des autorités et des organismes de réglementation

Insistez davantage sur l'application des règles, sur les ressources nécessaires, sur l'évaluation et sur les résultats de cette application.

La mise en application est importante, mais les ressources qui lui sont consacrées et les résultats obtenus varient considérablement d'un pays à l'autre et sont difficiles à évaluer et à comparer. Les autorités et les organismes de réglementation doivent accroître la transparence et la responsabilité de l'efficacité de cette mise en application. Une plus grande attention doit être accordée à l'attribution des ressources adéquates pour les activités de réglementation et de mise en œuvre.

En outre, les personnes chargées du contrôle public doivent fournir des informations plus détaillées concernant les fonds et le personnel affectés aux différentes mesures de coercition, ainsi que les «résultats» obtenus en termes d'investigations, poursuites judiciaires, amendes et autres sanctions imposées.

Utilisez et affinez encore davantage les outils novateurs de réglementation et d'application «intelligentes». Certains pays ont testé avec succès toute une gamme d'instruments de réglementation plus souples, qui permettent de dépasser les approches rigides de contrôle traditionnel en faisant appel à des moyens de motivation plus

stratégiques. Des outils comme l'obligation de divulgation d'informations, le placement sur liste noire, l'accord de report de poursuites pénales et le contrôle de conformité peuvent être utilisés et adaptés par les organismes de réglementation et de mise en application dans de nombreux autres pays.

Renforcez la coopération internationale entre les organismes de réglementation et faites en sorte qu'elle devienne véritablement mondiale. La lutte contre la corruption dans le secteur privé à l'échelle mondiale nécessite une approche mondiale, qui implique une coopération transfrontalière entre les organismes de lutte contre la corruption, les autorités de la concurrence et fiscales, et les organismes de réglementation des marchés financiers. La crise financière est là pour nous rappeler que les carences en termes de transparence et de surveillance peuvent déstabiliser toute l'économie mondiale. Les gouvernements doivent profiter de cette dynamique de réforme pour accroître la coopération entre les organismes de réglementation et de mise en application, et ce, quels que soient les pays, marchés et acteurs de marché.

Donner aux salariés la possibilité de devenir les moteurs de l'intégrité

Placez l'intégrité des entreprises et l'évaluation de la lutte contre la corruption au cœur des initiatives de contrôle portant sur la responsabilité sociale et les performances des entreprises. Une entreprise qui n'est pas en mesure de contrôler la corruption, et donc d'assurer la conformité aux dispositions législatives et réglementaires, ne peut respecter ses engagements vis-à-vis des questions sociales, environnementales et de comportement citoyen.

L'évaluation des efforts menés par les entreprises en matière de lutte contre la corruption doit être intégrée au sein des nombreux dispositifs de

mesure afin d'évaluer l'intégrité de la chaîne logistique, les performances environnementales, le développement durable et le comportement citoyen et responsable des entreprises de façon plus globale.

Préconisez le développement, l'adoption généralisée et la protection juridique solide des mécanismes de dépôt de plaintes et de déclenchement d'alerte mis à la disposition des salariés du secteur privé. On constate que les salariés jouent un rôle prépondérant en tant que garants de l'intégrité de l'entreprise. Ils peuvent servir de systèmes d'alerte rapide s'ils constatent des carences dans l'intégrité de la chaîne logistique, dans les structures de gouvernance et dans la culture de l'entreprise, ou s'ils relèvent des pratiques commerciales corrompues.

Les salariés sont également derrière l'auto-dénonciation des entreprises, la source la plus importante de divulgation publique des cas de fraude au sein du secteur privé. Donner aux salariés la possibilité de devenir les moteurs de l'intégrité des entreprises nécessite la mise en place de solides dispositions en termes de protection juridique, ainsi que l'engagement sincère des entreprises à adopter des systèmes de dépôt de plaintes et de déclenchement d'alerte efficaces et à aligner la gestion des ressources humaines sur l'encouragement des comportements éthiques. Les groupes de surveillance des entreprises et les organisations syndicales peuvent encourager les entreprises et les législateurs à créer un tel environnement favorable.

Formez des coalitions élargies en matière d'intégrité d'entreprise et veillez à ce que les citoyens et leurs intérêts soient intégralement pris en compte. L'intégrité des entreprises et le respect de la réglementation anti-corruption sont des sujets de préoccupation courants pour les entrepreneurs, les investisseurs, les consommateurs, les salariés et les organisations non gouvernementales travaillant

sur de nombreuses questions de politique publique différentes. Ces groupes ont donc la possibilité de collaborer encore plus étroitement pour surveiller et stimuler l'intégrité des entreprises. Des liens plus solides doivent également être établis avec le monde de la recherche. Beaucoup de travaux empiriques majeurs concernant la corruption et la réglementation des entreprises sont menés par les écoles de commerce et les facultés de droit.

Leurs conclusions sont souvent communiquées uniquement au sein de petits groupes d'experts, alors qu'elles pourraient alimenter le développement des politiques et les efforts de préconisation de la société civile. Les coalitions de la société civile qui dépassent les frontières, relient les activistes de base aux experts et adoptent une démarche indépendante des gouvernements ou des entreprises jouent un rôle essentiel en tant que troisième pouvoir, dans la mesure où elles veillent à ce que les citoyens et leurs intérêts aient un poids et un droit de regard dans le processus d'élaboration des politiques.

De tels groupes peuvent agir en tant que groupes de surveillance indépendants. Ils peuvent servir de canaux de communication pour les citoyens souhaitant s'adresser aux entreprises et aux organismes de gouvernance des entreprises.

Enfin, les coalitions de la société civile peuvent agir en tant que facteurs crédibles de déclenchement de toute action impliquant de multiples parties prenantes et concernant un grand nombre de sujets liés à la corruption dans le secteur privé, offrant ainsi une voix aux citoyens et leur permettant d'influencer les règles du jeu auprès des entreprises, des marchés et de la société.

Seule une solide participation de la société civile peut permettre d'établir le consensus sociétal nécessaire à la lutte contre la corruption sous toutes ses formes.

Synthèse de Djilali Hadjadj

Siemens menace de poursuites judiciaires ses anciens dirigeants mêlés à un scandale de corruption

Siemens a lancé un ultimatum à sept de ses anciens dirigeants, sommés de lui verser des dommages et intérêts dans le cadre d'une vaste affaire de corruption, faute de quoi l'entreprise engagera des poursuites en justice. Les personnes concernées, dont l'ancien P-DG et l'ex-président du conseil de surveillance, ont jusqu'à la mi-novembre «pour se déclarer prêt au compromis». Siemens réclamerait notamment 6 millions d'euros à ce dernier. Fin août, le groupe avait annoncé que trois autres anciens dirigeants avaient accepté de verser chacun 500 000 euros à l'entreprise, qui avait renoncé en échange à leur réclamer des dommages-intérêts en justice.